Traverser la ligne d'ombre

À propos du mouvement lycéen

Ardentes Patiences - novembre 2026

« Seule la jeunesse connaît de tels moments. Je ne parle pas de l'extrême jeunesse. Non. L'extrême jeunesse ne connaît pas de moments, à proprement parler. C'est le privilège de la prime jeunesse de vivre en avance sur son temps, dans toute la splendide continuité de l'espoir qui ne connaît ni pause ni introspection.

On referme derrière soi la petite porte de la simple enfance – et l'on pénètre dans un jardin enchanté. Ses ombres mêmes brillent de promesses. Chaque détour du sentier a son attrait. Et ce n'est pas qu'il s'agisse d'un pays encore inexploré. L'on sait fort bien que tout le genre humain a défilé par ce chemin. C'est le charme de l'expérience universelle dont on attend quelque sensation rare ou personnelle – un petit quelque chose qu'on puisse avoir en propre.

L'on va de l'avant, reconnaissant au passage les repères laissés par les prédécesseurs, passionné, amusé, encaissant à la fois la chance et la déveine – les coups et les caresses, comme on dit – ce pittoresque lot commun qui renferme tant de possibilités pour les méritants ou peut-être pour les chanceux. Oui, on va de l'avant. Et le temps, lui aussi, va de l'avant – jusqu'au jour où l'on aperçoit devant soi une ligne d'ombre annonçant qu'il va falloir aussi laisser en arrière la région de la prime jeunesse. »

Joseph Conrad, *La ligne d'ombre*, 1917

Le 31 août 2026, le Lycée du Nord dans le canton d'Acoua de Mayotte est bloqué par des parents d'élèves et le personnel – pendant cinq semaines, dans ce lycée conçu pour accueillir 900 élèves et qui en compte plus de 2 000, le blocage se justifie par la dégradation des conditions matérielles et humaines d'apprentissage. Le 17 septembre, au lendemain d'une grève initiée par des enseignants, les lycéens et lycéennes de Saint-Exupéry, lycée polyvalent de Créteil, bloquent leur établissement ; les revendications semblent exprimer une dégradation similaire, se matérialisant par le manque d'enseignants et de personnels, le bâti en ruine… À partir de la mi-septembre, le mouvement lycéen, parti des outre-mers et des banlieues parisiennes, s'étend sur l'ensemble de la France.

Que la jeunesse soit le cœur vivant d'un pays, dans sa capacité à redéfinir les frontières entre ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, c'est quelque chose que l'on avait eu tendance à oublier, mais que les lycéens ne manquent pas de nous rappeler par leurs expériences inventives et libres. C'est obscène, en effet, et depuis longtemps, la manière dont notre époque parle de la jeunesse, la manière dont on s'adresse à elle, la manière dont, en la privant d'avenir, on la prive aussi de son présent. Aujourd'hui, la jeunesse est comme une salle d'attente qu'il faudrait vite quitter, et les destructions de ses conditions matérielles de vie ainsi que de ses conditions subjectives d'orientation, de joie et de projection la poussent bien vers la sortie, c'est-à-dire vers l'entrée dans le marché du travail, dans lequel il faudrait trouver au plus vite « sa place ». Et si ce n'est pas un travail abîmé et abîmant, c'est la guerre qu'on lui promet : le 18 novembre 2025, entre autres propagandes, le général Fabien Mandon, chef d'état-major des Armées, estimait que la France devait se préparer et « accepter de perdre ses enfants ». Et puis, lorsqu'on demande son avis à la jeunesse, c'est à condition qu'il tienne dans le format télévisé de la parole rapide ; lorsqu'on lui demande ses revendications, c'est à condition qu'elles soient compatibles avec le sacro-saint « budget » et sa révolte sera légitime, à-condition-qu'elle-ne-perturbe-pas-la-reprise-des-cours.

Aujourd'hui, elle est ainsi présente dans les discours, mais nulle part dans les lieux où se décident les conditions de sa propre existence – et les lieux de son existence, de l'école élémentaire à l'université, elle sent bien qu'ils ne sont pas faits pour elle. Sujet de conversation, donc, mais rarement sujet politique.

Ainsi nous avons eu tendance à renvoyer au passé la possibilité que la jeunesse ne soit pas seulement ce qu'en disent l'État, ses institutions et en premier lieu l'École (il faut voir comment *on parle* de cette jeunesse dans les salles des profs…), qu'elle ne soit pas seulement l'objet d'un ballotement malheureux ; et nous avons fait comme si, aujourd'hui, elle n'était plus en mesure de devenir le sujet actif de son propre futur et était condamnée à subir le poids et la souffrance de la finitude et de la stagnation politique contemporaine. Le mouvement lycéen des derniers mois en France, ainsi que les mouvements de la jeunesse partout dans le monde (en Inde, en Serbie, au Pakistan, en Italie, au Pérou, à Madagascar, au Maroc…), font partie de ces expériences nouvelles qu'il faut saluer et auxquelles nous devons trouver un moyen d'être fidèles, indépendamment de leur issue politique encore incertaine.

À rebours de ces préjugés *sur* la jeunesse, qui parlent *à la place* de cette jeunesse – souvent de la part de ceux-là mêmes qui devraient être soucieux de son avenir et qui la caractérisent comme incapable, aliénée par les réseaux sociaux, paresseuse, refusant de travailler… –, ce mouvement est porteur d'un jugement sur un pays et sur un monde de plus en plus indifférents au futur des jeunes, mais plus généralement indifférents aux sorts de tous ceux et celles qui composent et bâtissent ce monde, notamment les plus pauvres et les plus démunis.

« SOUFFRANCE DANS UNE SOUS-FRANCE »

Bien sûr, nous savons qu'il n'y a pas *la* jeunesse, mais dans chaque revendication particulière portée par *cette* jeunesse, bien qu'adressée au système éducatif, nous pouvons voir le signe d'une sensibilité consciente quant à ce qui manque dans notre pays. Les appels relatifs à un droit à l'éducation dans des conditions convenables, qui ont été le point de départ de ce mouvement – en cela, les lycéens français demandent apparemment avant tout autre chose que les institutions fassent leur travail, comme cela était le cas au début du mouvement de la jeunesse serbe –, sont les vecteurs d'un enjeu bien plus fondamental, qui concerne l'état actuel de l'existence de tous, dans des sociétés de moins en moins capables d'en assurer les conditions minimales. Ainsi, les lycéens nous parlent bien de ce qui nous est commun et du réel que

l’on partage. C’est ce que des slogans tels que « souffrance dans une sous-France » expriment, à savoir le lien indissociable entre la dimension subjective du malheur de beaucoup et la situation d’un pays qui n’est pas à la hauteur de ce qu’il devrait être, en termes de prise en compte des besoins et des droits fondamentaux de ceux qui le composent. Le mouvement vient alors interrompre l’inertie d’un monde régi par un discours qui semble dire aux jeunes : il n’y a pas de place pour tous, mais vous êtes libres de vous répartir le peu de places restantes, et tant pis pour les moins acharnés ou les moins chanceux.

Ce qui a été là interrompu et qui est maintenant montré dans sa cruauté, c’est ce paradoxe destructeur, comme une double conscience invivable : on leur demande « pour s’en sortir » de poursuivre des études supérieures, tout en leur faisant comprendre qu’ils risquent de ne pas trouver de travail. Et dans le même temps, une partie d’entre eux est poussée à accepter des formations qui ne les intéressent pas, simplement pour obtenir une place dans l’enseignement supérieur. Cette double contrainte est destructrice : il faudrait absolument faire des études, mais il faudrait aussi accepter presque n’importe quelle orientation et, qui plus est, sans aucune garantie. Ainsi sont-ils conduits à se détourner de leurs propres aspirations et à se modeler sur une forme qui corresponde aux attentes de l’idéologie scolaire. Cette obligation de se falsifier est une des formes les plus malheureuses de destruction subjective.

On convainc donc la jeunesse qu'elle peut devenir ce qu’elle désire être du moment qu’elle « travaille bien à l’école », pendant qu’au même moment le logement devient inaccessible, le travail cesse de garantir son indépendance et une vie digne, et l'avenir se présente moins comme un champ ouvert que comme une suite de crises à traverser. Alors en toute logique : « Moi je veux pas faire un truc pour avoir un bout de papier, tu vois. J’ai toujours dit que si j’étais mal dans un truc je me forcerai pas pour avoir un diplôme » [*Jouer dehors. Pourquoi la jeunesse ne veut plus rester sage*, film de Tao Larthomas]. Cela fait bien longtemps que les diplômes ont perdu toute leur substance et ne garantissent plus qu’un bout de papier. Depuis des années, les directions universitaires invoquent leur « valeur » pour faire porter aux étudiants et enseignants la responsabilité de l’absence de débouchés et justifier à tout prix le maintien des examens. Ce qui lâche maintenant, c’est la digue symbolique qu’ils représentaient encore.

Quel est ce besoin de faire des études, même lorsqu'on ne sait pas précisément vers quoi elles doivent mener ? Pourquoi les études supérieures sont-elles présentées comme une nécessité générale, indépendamment du contenu réel des formations et des conditions dans lesquelles elles se déroulent ? **Les désirs de connaissance et d'étude de la jeunesse semblent plus réels que les lieux qui prétendent les prendre en charge.** En réalité, le mouvement des lycéens a retourné la logique : ce n'est pas qu'ils ne veulent pas apprendre, ce n'est pas qu'ils délèguent maintenant tout à l'intelligence artificielle, ou qu'ils sont indifférents au savoir, mais que les lieux de l'apprentissage sont aujourd'hui ceux de *l'apparence* du savoir, l'organisation et la reproduction de *son mensonge* – l'institution scolaire se montre là dans son imposture. **Ainsi leur désir de connaissance n'est effectivement pas le désir de retourner en classe, mais celui que cette classe, s'il y a à y remettre les pieds, ne soit plus la même.** L'institution scolaire est mise à nu, et nous serions bien naïfs de ne pas voir que, derrière les revendications matérielles, c'est elle qui est mise en jeu, structurellement, comme machine à produire malheur et désorientation.

Par-delà la problématique des débouchés incertains que ce système de sélection impose aux jeunes, les obligeant donc la plupart du temps à céder sur leur désir de connaissance, le rejet de Parcoursup indique précisément cette incapacité du système scolaire à proposer une vraie orientation subjective : il est bien plutôt le lieu même de la désorientation constitutive de notre temps. Au lieu de simplement être victime de ce rouage, cette jeunesse contemporaine en montre aujourd'hui la supercherie, non seulement en se révoltant contre un futur matériellement incertain, mais en révélant par contraste un présent sans idées, c'est-à-dire sans représentation d'un avenir capable de donner sens et intensité à la vie. C'est aussi le symptôme d'une éducation qui est elle-même sans idées, c'est-à-dire incapable d'être inscrite dans une perspective historique et politique plus vaste, qui est celle d'une capacité de l'humanité tout entière à se tenir orientée par le désir de son bien, au sens de l'égalité et de la justice. Par là, réjouissons-nous que s'exprime une certaine disponibilité de la jeunesse aux idées, à la pensée, y compris et surtout au sens politique du terme. **La solidarité réelle entre les lycéens du centre-ville et les lycéens de banlieue, à mille kilomètres des appels creux à la convergence des luttes, en est la preuve immédiate en tant que véritable composante égalitaire du mouvement** : être

du côté de ceux qui en ont le plus besoin, accepter de voir le réel du monde, même si cela ne nous concerne pas directement. On peut discerner, dans cette volonté de se déplacer par rapport à son propre milieu d'origine, par rapport à ses propres conditions d'enseignement, l'assomption d'un enjeu politique déterminant aujourd'hui : celui d'une rencontre possible entre les différentes jeunesses qui composent le pays et que le système scolaire lui-même ne fait que séparer et opposer.

« PARCOURSUP : MACHINE À TRI SOCIAL »

La critique de la plateforme Parcoursup doit être vue comme le refus de ce discours faisant de la puissance et de la rivalité les lois mêmes du monde – d'un monde où, dès le plus jeune âge, l'on doit être soumis à la logique de la concurrence et au tri organisé par la compétition sociale : « Parcoursup : machine à tri social » lit-on, entend-on. Et l'on retrouve là que ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement l'avenir lointain des lycéens, mais la jeunesse elle-même, dans son présent et sa vie propre, dont la machinerie Parcoursup distribue le destin arbitrairement, sans que l'on en connaisse les critères – dans une opacité redoublant l'angoisse et la désubjectivation – et de manière parfaitement inégalitaire. En conséquence de quoi, notons-le, les universités sont peuplées de milliers de jeunes *qui ne veulent pas y être* : dès lors, il ne faut pas s'étonner que les mobilisations sur les campus universitaires, notamment ceux des banlieues, soient le fait de quelques-uns seulement, d'une frange déjà et toujours « politisée », et qu'elles soient essentiellement portées par des syndicats sourds aux « non-politisés », incapables d'entendre les paroles de celles et ceux pour qui l'université est un espace hostile, qu'elle soit ouverte, bloquée ou occupée. La plupart du temps les mobilisations étudiantes s'organisent et se pensent, précisément, sans prendre en compte celles et ceux que Parcoursup a fini par « poser » là et qui s'y retrouvent par défaut. Comment alors s'imaginer « mobiliser » avec des revendications intra-universitaires celles et ceux qui ne désirent pas faire de l'université (surtout de *cette* université, de *ce* cursus…) le lieu de leur jeunesse ?

Parcoursup est en ce sens le point le plus réel qui permettrait que la liaison espérée entre les lycéens et les étudiants devienne une véritable alliance politique et non pas une solidarité rhétorique.

Car il faut bien entendre que le refus est celui de Parcoursup *et de son monde* ; en effet, **Parcoursup n'est pas seulement le nom d'une plateforme de sélection, mais aussi d'une certaine idéologie matérialisée et technicisée de l'éducation et de l'École.** Au cœur de ce monde-parcoursup, il y a la réforme Blanquer de 2019, qui a notamment instauré le « contrôle continu » (le nom en dit déjà long…) pour l'obtention du bac ; de son fait, les lycéens et lycéennes sont placés dans une situation de concurrence généralisée, décrite par beaucoup comme invivable, chacun regardant les notes des autres, se comparant, espérant la victoire sur son camarade, car à la fin, la moyenne de classe interviendra aussi dans sa propre réussite ou son échec… Sans rien dire de l'organisation de l'orientation, entrée dans une phase proprement délirante par le système des options… Le monde de Parcoursup est bien celui de la concurrence, du repli individuel justifié par sa capacité à se distinguer des autres, l'inverse même du collectif : à chaque étape de sa formation, il faut apprendre à défendre *son* dossier, *son* classement, *son* profil, *sa* candidature. Et on finit par appeler cela le « mérite » : se distinguer, se vendre, se présenter, partout l'existence de la jeunesse se transforme en sélection et, dans ce contexte, les autres sont simultanément ceux dont nous avons besoin et ceux auxquels il faut se comparer, quand bien même sont-ils des *amis*. L'individualisme n'est pas seulement une idéologie que l'on adopte, c'est aussi une pratique que l'on impose.

Seulement voilà, chez de nombreux lycéens ces divers contrôles de la passivité et du renoncement se sont fissurés, et la conscience de leur situation – matérielle certes, mais aussi idéologique – est tout à fait admirable. Comme l'est la conscience que les négociations et promesses du gouvernement ne sont que des entourloupes.

« ON VEUT UN PARCOURSÛR, PAS UN PARCOURSUP ! »

La tentative de « parlementarisation » du mouvement – proposer plus d'« élus » parmi les lycéens, instauration d'une « plateforme de consultation »,

les négociations gouvernementales, des espaces de « démocratie scolaires »… – n'a été qu'un déni de plus de la part de l'État, après l'échec d'une réaction autoritaire disproportionnée face aux blocus des établissements qui ont caractérisé le mouvement dès son début. Réaction qui prouve d'abord qu'il existe une peur de la jeunesse et de ce dont elle peut s'avérer capable, et qui a heureusement eu des effets d'isolement du pouvoir, suite aux condamnations générales des violences policières.

Comment s'expliquer une telle peur ? En premier lieu, la jeunesse, plus encore lycéenne, est extérieure à l'organisation salariale, elle n'est pas encore fixée comme un agent producteur de l'économie marchande et, en cela, le blocage lui *coûte* moins, elle ne fait pas grève, ne perd pas son salaire. Cette explication est assez connue, même l'ancien président François Hollande en a conscience : « Quand les jeunes sont dans la rue, c'est comme le dentifrice qui sort du tube, pour le faire rentrer c'est très compliqué ». Cependant, cette explication n'est pas suffisante : pour comprendre, on peut comparer la mobilisation lycéenne au mouvement contre la réforme des retraites de 2023. Celui-ci s'était construit en réaction à un agenda gouvernemental précis et savait, sans se le dire, que son horizon était lié à l'adoption ou au retrait de la réforme : il portait en lui la date de sa fin. Le point de départ du mouvement lycéen ne dépend pas de l'agenda gouvernemental et il émerge, au contraire, au moment où le gouvernement n'a plus d'agenda. En cela, comme on va le voir, il touche à l'orientation générale de ce gouvernement. En effet, il faut tout de même avoir en tête que le mouvement lycéen s'inscrit dans cette conjoncture politique particulière qu'est l'ouverture du processus électoral présidentiel et que l'actuel ministre de l'Éducation, l'invisible Geffray, a été placé là non pour engager de nouvelles réformes, mais précisément pour que *rien ne se passe*. La situation actuelle des lycées est le fruit des réformes successives du macronisme, au moment de sa fin de règne. Elle en est un certain bilan. Mais il y a plus : si la jeunesse est aux marges de l'organisation salariale du travail, elle est aussi aux marges de l'organisation parlementaire de la politique. Or, cette relative extériorité permet en réalité d'en révéler l'effondrement : dans un premier temps, le mouvement a réclamé d'être entendu, avec une forme de confiance sinon de naïveté initiale des syndicats, cherchant la *négociation* avec le gouvernement. Mais l'apprentissage a été rapide et le rejet des négociations gouvernementales, cette admirable capacité à ne pas céder, montre que l'objet

des revendications n’est ni anecdotique ni de circonstance mais que les lycéens et lycéennes se heurtent à l’orientation générale de l’organisation politique actuelle.

Pourquoi, en effet, le gouvernement ne répond-il pas aux revendications ? On peut d’abord faire l’hypothèse que la dette et le budget de l’État, marottes habituelles, forment un obstacle insurmontable. Cependant, personne n’est dupe, et les lycéens ne manquent de rappeler le contraste entre les ressources mobilisées pour l’arsenal policier et militaire et celles consacrées aux établissements scolaires. Alors que les conditions matérielles d'étude se dégradent, des moyens considérables sont levés pour une économie militarisée. Admirable, à nouveau, que leurs demandes très concrètes se tiennent sur une interrogation plus générale à propos du type de société et d'avenir qui leur est proposé : quelles ressources pour l'éducation, quelles ressources pour la guerre, et quelle place accorder à la paix dans la définition des priorités collectives ? Mais alors, ce qu’il faut bien comprendre, c’est qu’il ne semble pas impossible que le gouvernement accède aux revendications lycéennes : l'amélioration du bâti scolaire, le recrutement d’enseignants et de personnels, les conditions de chauffage et d’isolation ou, plus largement, les situations concrètes d'étude pourraient bien faire l'objet de réponses budgétaires. Mais c’est qu’en réalité, la difficulté du gouvernement à répondre à ces exigences n’est pas, en premier lieu, matérielle : répondre aux revendications supposerait une transformation profonde de l’orientation politique du gouvernement, construite autour de l’austérité et de la militarisation de l’économie. Le gouvernement est sans marge de manœuvre : tout en feignant d’en reconnaître la légitimité, répondre réellement aux revendications reviendrait à se trahir au point des principes qui structurent sa politique, ainsi qu’à trahir les créanciers qui détiennent la dette de l’État et l’orientent. Cela mettrait en lumière, finalement, le caractère politique plutôt que strictement économique, des contraintes financières invoquées pour justifier les arbitrages actuels.

Mais alors, puisque nous en sommes proches, il suffirait d’attendre les élections présidentielles, pour que puisse être repris et réorienté l’avenir de la jeunesse : et pas un éditorialiste ni aucun ministre ne manque de rappeler que la démocratie arrive… dans quelques mois. Si les lycéens sont à la fois les héritiers des réformes passées et les sujets d'un avenir politique incertain organisé selon le calendrier parlementaire, ils semblent ne pas se satisfaire de ce

processus électoral qui, en réalité, contribue lui-même à renforcer ce sentiment d'horizon fermé : la présence récurrente de slogans contre l'extrême droite témoigne d'ailleurs d'une conscience précise de cet enjeu politique. Cependant, la perspective d'une arrivée de l'extrême droite au pouvoir comme la poursuite d'une politique économique placée sous la contrainte des créanciers, sinon la fausse alternative insoumise, tout ceci ne saurait ni expliquer ni prendre le relai de la réalité dont les lycéens sont l'expression. Bien au contraire, si ce mouvement est irréductible à une mobilisation restreinte aux conditions scolaires, c'est en réalité qu'il exprime aussi, de manière parfois encore diffuse, une inquiétude face aux perspectives politiques que le parlementarisme lui-même offre à la jeunesse. La question électorale constitue l'un des arrière-plans de cette mobilisation, non pas comme débouché, mais comme l'indice de sa propre crise et, par extension, de la crise du parlementarisme occidental : **les lycéens ne sont pas engagés dans une bataille électorale, mais ils se mobilisent dans un contexte où les choix politiques à venir semblent déjà largement circonscrits par ces vieilles modalités politiques.**

Alors, au moins, apprécions que la politique échappe ici à sa réduction aux espaces des parlements, ministères et élections. Elle se montre dans sa vérité, désignant la manière dont une société distribue les possibilités de vivre. Et c'est en ce sens que l'on doit comprendre que ce mouvement exprime une volonté de « sûreté », qui ne doit pas être confondue avec les pulsions sécuritaires et identitaires de plus en plus dominantes aujourd'hui, notamment dans les discours et les campagnes politiques d'État. Déclarer, en effet, que l' « on veut un Parcoursûr, pas un Parcoursup ! » signifie poser une distinction fondamentale entre « sécurité » et « sûreté » : la première correspond à cet endurcissement autoritaire qui est le revers d'une politique libérale déchainée, visant à sécuriser surtout le droit à la richesse illimitée et donc aux inégalités les plus monstrueuses – et dont le corollaire est la peur et le consentement à la persécution injustifiée à l'égard des étrangers. La « sûreté », que les jeunes revendiquent aujourd'hui, doit être entendue comme l'exigence d'une garantie de pouvoir construire sa vie, exigence d'un ensemble de droits accordés à tous et non-négociables, c'est-à-dire exigence d'une « vraie vie ».

« IL N'Y A QUE LES ORDURES QUI ONT PEUR DES FEUX DE POUBELLES »

Alors que le gouvernement a pu déclarer que « jamais, au cours de notre histoire, l'institution scolaire et ses personnels n'ont connu de telles atteintes », afin de légitimer la réponse policière brutale aux blocus et aux manifestations lycéennes et étudiantes, il faut rappeler que l'acteur de la violence faite *à l'école*, depuis des années, est l'État lui-même, dans son attitude de destruction du système éducatif et sa « transformation en gardiennage des corps […] pour qu'ils soient dressés le plus tôt possible à se tenir face à face avec la marchandise ». Il ne faut donc pas s'étonner si ces marchandises sont devenues la cible des excès de colère des jeunes, tels qu'on a pu les voir lors de la manifestation « contre la vie chère » du 17 octobre. Et puis, comment peut-on s'étonner – et pourquoi le faudrait-il ? – qu'une génération ne respecte pas des règles et des lois dont elle constate chaque jour l'arbitraire ? Quand, d'un côté, les préfets écrivent des lettres menaçantes aux familles des « bloqueurs », quand la police intervient au cœur même des foyers, quand elle pourchasse des jeunes gens dans les rues des banlieues parisiennes, quand les premiers contacts avec l'État sont la matraque et le gaz et quand, de l'autre côté, on lui fait miroiter dans les vitrines une vie de luxe, tandis qu'on la destine à la misère, comment s'en étonner ?

On ne peut extraire le 17 octobre du mouvement lycéen, comme s'il n'en était qu'une excroissance ou complètement hétérogène, s'étant produit sur une autre ligne de mobilisation. Il n'y aurait pas eu *ce* 17 octobre, sans les semaines de mobilisation lycéenne qui le précédaient. Ce n'était cependant pas la continuité exacte de ces mobilisations. Il faut alors complexifier cette journée : cette date là devait en premier lieu marquer le retour des gilets jaunes, tenté à chaque rentrée, suivant une triste compulsion de répétition dont la dernière en date fut le pétard mouillé « Bloquons tout » du 10 septembre 2025. Leur retour n'a pas eu lieu et c'est bien *du fait* des lycéens et des lycéennes que cette mobilisation a pu réunir des milliers de gens. Leurs paroles en ont libéré d'autres et, en ce sens, leur mouvement a agi comme un détonateur. À partir de là, le narratif médiatique et gouvernemental a consisté à diviser la mobilisation en trois : il y a d'abord eu la manifestation légale à laquelle ont participé des centaines de milliers de gens dont les revendications étaient légitimes et entendables, ce sont les *bons manifestants*, c'est-à-dire les sages citoyens de la

République ; en deuxième lieu, il y a les factieux de l'ultra-gauche, porteurs du chaos ; et enfin, les « délinquants d'opportunité » selon les mots policiers de Laurent Nuñez. Le point, ici, n'est pas d'y répondre en affirmant une fausse homogénéité du mouvement, mais de comprendre comment se distribuent les conséquences de cette journée, entre recouvrement et ouverture : passons sur le fantasme policier de l'ultra-gauche, qui est aujourd'hui bien désarmée. Ce qui est certain, c'est que cette tripartition idéologique nourrit, depuis lors, une déflagration de haine prenant pour cible les « étrangers ». Ce jour-là, au milieu des tranquilles manifestants, c'est une horde de sauvages venus des banlieues qui se seraient emparés des centres-villes. C'est ainsi que l'on parle des casseurs et des pilleurs, de ces « délinquants d'opportunité », en les renvoyant au statut de corps étranger à la République (remarquons que la rhétorique de l'ensauvagement sinon de la barbarie étrangère est la même en Italie). Deux camps seulement, déclarait Lecornu : « la République ou le chaos », « la police ou les casseurs » et dans les jours qui suivirent, cela se traduisait partout : les citoyens ou les immigrés. C'est par ce genre de ruse que le pouvoir entretient le vide politique, désignant ainsi l'ennemi, l'étranger, responsable même d'avoir recouvert, ce jour-là, les justes revendications de la jeunesse (et c'est à nouveau les jeunesses du pays que l'on cherche à séparer).

Ce qu'a ouvert le 17 octobre reste incertain, plus encore lorsque la reprise syndicale du 6 novembre n'a eu que le nombre pour masquer la tristesse de cette journée sans énergie. L'hétérogénéité du 17 octobre offre certes peu de prises, mais c'est le disparate qui, ce jour-là, était intéressant : quand les syndicats ne sont pas là, sinon lorsqu'ils sont eux-mêmes débordés, la question devient réelle de savoir si, à partir de l'impulsion lycéenne, s'est joué ou non, ce jour-là, le début d'une alliance politique entre eux, les étudiants et une fraction du salariat pauvre.

Les attaques du 17 octobre ayant visé les commerces, commissariats, mairies ou préfectures n'étaient certes pas le fait d'une orientation politique définie et juste, mais il ne faut pas oublier quelles en sont les raisons – ni recouvrir nous-mêmes, jouant là sur le terrain du gouvernement, que le sujet politique est, depuis la rentrée, ce que porte et permet la parole lycéenne. Alors, au lieu de s'étonner que les « valeurs » et les lois de ce monde ne soient pas respectées, il faudrait commencer à poser les problèmes en termes des *principes* qu'il faudrait établir afin que la vie collective soit réellement vivable. Une éducation vouée

uniquement à rendre les jeunes dociles ne peut jamais marcher et l'indocilité n'est de ce point de vue qu'une mesure de la corruption d'une société qui exclut la majorité de l'accès aux biens communs. Éviter cela – que les individus soient indociles à l'égard des règles de vie communes – suppose que ces règles aillent dans la direction du bien de tous. **On pourrait au contraire affirmer que cette jeunesse contemporaine a le mérite de se montrer capable de se soulever aujourd'hui *malgré* l'école et sa violence systématique, et d'expérimenter des formes nouvelles d'intervention et de libération de la parole. Autrement dit, de relever par elle-même le désir d'émancipation qui devrait être l'objectif de ce qu'on appelle « éducation ».**

« QUITTER L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE »

Le mouvement lycéen participerait-il d'une nouvelle jeunesse historique qui aurait trouvé son slogan dans le désir de « sortir de l'époque contemporaine » ?

L'un des points importants du mouvement, en France, est sa composante transnationale, matérialisée notamment par un ensemble d'échos, de relais et d'échanges réciproques avec de multiples soulèvements de la jeunesse, partout dans le monde. Il serait difficile d'en fixer le point de départ, mais on peut néanmoins affirmer qu'à partir de l'été 2024 et la « révolution de Juillet », portée au Bangladesh par les étudiants du pays, il ne se passe presque pas un mois sans qu'une manifestation mette en jeu cette figure politique singulière qu'est la jeunesse. On désigne cette génération née entre le milieu des années 90 et le début des années 2010, comme appartenant à la « GenZ ». Objectons qu'il y a génération, non suivant seulement des critères biologiques et des bornes temporelles de naissance, mais parce qu'*un présent est en partage* ; il y a génération non pas quand se forme un groupe homogène et concret, mais dès lors qu'émerge la possibilité d'une expérience commune, par-delà les distances, c'est-à-dire, ici, lorsqu'un ensemble de trajectoires individuelles ou nationales se reconnaissent dans une même condition historique et dans sa manière de l'interpréter. Il y a ainsi plutôt une « situation de génération » qu'une génération à proprement parler – seul le partage d'expériences et de pensées permet qu'une coïncidence chronologique (être né en même temps) devienne une situation historique identifiable et significative. Or, force est de constater que, ce présent

en partage, plus encore ces derniers mois et du Maroc à l'Italie, en passant notamment par l'Inde, le Népal, l'Espagne, la Serbie, l'Allemagne ou encore l'Albanie… Que cette situation, donc, se construit autour d'une affirmation commune : celle d'une jeunesse exigeant la reconnaissance de son existence politique, c'est-à-dire exigeant d'être comptée comme membre et sujet d'un monde qui la tient à sa marge.

C'est dans ce contexte qu'il faut être attentif à la manière dont est produit ici, par les lycéens eux-mêmes, le sens de leurs actes. Depuis longtemps, on nous enseigne l'histoire sur une frise chronologique séparant quatre périodes : l'antiquité, le moyen-âge, l'époque moderne et, enfin, l'époque contemporaine. Et nous serions fixés là, au bout de cette ligne, sur la flèche indiquant la suite et la continuité du temps. Mais alors, pourquoi ne pas la lire littéralement, cette frise ? Si nous sommes à la fin de cette dernière période, peut-être est-il envisageable de la quitter, de sortir de la frise ? C'est ce que signifie « sortir du contemporain », à savoir un *désir de rupture* qui fut comme enseigné, bien malgré lui, par le programme d'histoire. Cette sorte de goût pour l'inconnu, désir de « traverser la ligne d'ombre », qui est une manière de ne plus s'effrayer devant l'impossible, nous ne pouvons manquer de le reconnaître et de nous en réjouir. Il ne faut pas hâter l'interprétation et, comme beaucoup, se précipiter à y voir le retour d'une capacité réelle à *faire l'Histoire* ou même l'émergence de nouvelles conditions révolutionnaires ; réjouissons-nous simplement que l'Histoire puisse trouver là une autre mesure que la stase et la stagnation, et qu'elle puisse ainsi s'envisager selon d'autres perspectives que celles de la guerre.

« Quitter l'époque contemporaine » désigne le refus de vivre passivement une époque qui ne semble pas avoir ménagé de place à ceux qui en héritent ; « quitter l'époque contemporaine », cela signifie affirmer une existence politique possible de la jeunesse. **Les lycéens et lycéennes de France portent en ce sens la parole d'une jeunesse pour qui l'époque telle qu'elle est ne suffit pas. S'atteste, finalement, qu'appartenir à une génération n'est pas seulement une question d'âge, mais dépend de la possibilité de repérer collectivement ce qui manque au présent.** Dans la découverte active de cette insatisfaction, dans la possibilité de formuler collectivement ce qui est absent, se situe peut-être l'expérience proprement historique de cette jeunesse, à qui nous adressons ici notre salut et notre amitié.


SORTIR DU CONTEMPORAIN